

Les candidats « Tarbes Bigorre ambitions » sur le Canton Tarbes 2  
**Selim DAGDAG – Déborah FOURNIER** (Suppléants : Olivier DUCASTAING – Doriane DRANE), veulent faire bouger le département et défendre les Tarbais !

**« Cette élection est la dernière chance d'arrêter le projet d'hôpital unique à Lanne »**

En 2016, dans un article paru dans la presse, M. CRASPAY et Mme DOUBRERE se positionnaient pour défendre la proximité. « 5 ans plus tard, le projet de l'hôpital unique continue d'avancer et nous n'avons jamais entendu leur voix s'élever contre ce projet ».

Dans une interview parue dans la presse le jeudi 10/06, M. CRASPAY a indiqué que ce n'est pas le Département qui décidera pour l'hôpital unique mais l'Etat.

Selim DAGDAG répond : « J'ai envie de lui dire que c'est faux car au-delà du coût de la construction, il y a d'autres coûts annexes à la charge du contribuable tarbais notamment. Il faudra créer un réseau d'assainissement (à la charge de la Communauté d'Agglomération), **une voirie de desserte (à la charge du département)**, un réseau de transport public spécifique (à la charge de la Région). M. TREMEGE s'est empressé de modifier le PLU (Plan Local d'Urbanisme) au niveau de l'Agglomération pour permettre ce projet. Si le PLU n'avait pas été modifié, ce projet d'hôpital unique serait mort-né. **Ce sont bien les élus locaux qui sont les acteurs centraux dans ce projet.** Si les élus locaux refusent ce projet, ce projet ne verra jamais le jour. Ceux sont d'ailleurs les préconisations du ministère.»

Et de continuer « Je voudrais rappeler à M. CRASPAY et Mme DOUBRERE que **les élus sont et demeurent des acteurs centraux dans la politique de l'hôpital public** et doivent être là pour défendre les intérêts des Tarbaises et des Tarbais qui les ont élus. M. CRASPAY se cache derrière de fausses raisons pour ne pas officiellement dire qu'il est pour l'hôpital unique à Lanne. »

Pour les candidats « Tarbes Bigorre ambitions », répartis sur les 3 cantons tarbais, il est impossible de comprendre comment le Maire de Tarbes souhaite aujourd'hui le départ de son hôpital public, alors que la ville est déjà très fragile économiquement.

**« Un hôpital unique à Lanne, au milieu de nulle part, est une aberration surtout avec la crise sanitaire que nous vivons ! »**

Les raisons avancées pour faire aboutir ce genre de projet sont toujours les mêmes :

Le 1<sup>er</sup> argument avancé concerne les déficits des hôpitaux concernés.

Le 2<sup>ème</sup> argument concerne l'installation de jeunes talents qui serait facilité avec un nouvel hôpital.

Le 3<sup>ème</sup> argument une meilleure offre de santé.

Selim DAGDAG présente l'exemple de l'hôpital unique en Ariège (CHIVA : Centre Hospitalier Intercommunal des Vallées de l'Ariège), crée en 2000, et qui avait conduit à la fermeture des hôpitaux de Foix et de Pamiers. Le projet d'hôpital unique CHIVA a été réalisé sur la base des mêmes arguments que ceux présentés chez nous aujourd'hui. 20 ans plus tard, les déficits sont toujours là, il y a eu des pertes en nombre de lits, et aucune attractivité pour les jeunes talents et il y a même eu plusieurs spécialités perdues. Et maintenant, la raison évoquée pour expliquer les difficultés de l'hôpital unique CHIVA est que l'Ariège serait un département trop rural pour attirer des jeunes.

**« C'est aux habitants de notre ville de se positionner par rapport à la question de l'hôpital unique. Veulent-ils ou pas garder leur hôpital public de proximité ? »**

Au-delà des arguments fallacieux, Selim DAGDAG souhaite parler des conséquences réelles et négatives pour notre ville en cas de perte de notre hôpital public.

- 3000 emplois directs et indirects délocalisés vers Lanne avec délocalisation de la population hospitalière.

- Pour les personnes les plus fragiles et les plus précaires, cela se traduira par une plus grande difficulté pour se rendre à l'hôpital).

-Diminution du nombre de lits alors que nous venons de vivre l'une des pires crises sanitaires de ces dernières décennies, et nous avons vu l'importance de la proximité des services d'urgence. En effet, pour sauver des vies, il faut plutôt de rapprocher l'offre de santé des habitants et pas de l'éloigner. Nous aurons donc un risque accru pour les cas d'urgence. Que diront M. CRASPAY et Mme DOUBRERE à la famille qui aura perdu un de ses membres à cause du trajet rallongé de plus de 10 km ?

-perte de population, d'enfants pour nos écoles et de consommateurs pour nos commerces.

-perte de valeur foncière de l'immobilier alors que nous sommes déjà au ras des pâquerettes. Il suffit de voir l'effet d'annonce d'un tel projet (les prix commencent à flamber sur Lanne !) pour comprendre l'effet du départ de l'hôpital sur le prix de l'immobilier à Tarbes.

-Les accompagnants ne seront pas épargnés : il faudra prendre sa voiture pour aller rendre visite à nos malades déplacés à plus de 10kms (des personnes pouvaient venir rendre des visites entre midi et deux mais avec le déplacement à Lanne, les visiteurs ne seront plus aussi nombreux).

Au-delà de ces inconvénients dont la liste commence à être longue, il y a d'autres aberrations :

-Ecologique : nous allons défigurer une zone agricole pour faire sortir de terre un énorme complexe.

-Immobilière : quel devenir du bâtiment actuel ? Encore une autre friche à l'entrée de Tarbes (avec des coûts supplémentaires : gardiennage, entretien des espaces verts, ou encore de démolition) ?

Le site actuel dispose de réserves foncières importantes, un terrain de 167.468 m<sup>2</sup> dont seulement 39.723m<sup>2</sup> sont exploités. Ce site avec un positionnement géographique idéal, dispose de l'ensemble des atouts pour avoir un hôpital tout neuf !

-Et les institutions en lien direct : Quel avenir pour l'école d'infirmière ? pour l'établissement français du sang ?

Le conseil département doit prendre à cœur ce problème et s'impliquer dans la stratégie et la carte hospitalière de notre département.

## Un plan pour nos séniors afin de lutter contre l'exclusion et la solitude !

Déborah FOURNIER enfonce le clou et indique que, de plus en plus de séniors souhaitent rester chez eux le plus longtemps possible et avoir un hôpital éloigné de la population ne peut pas être compatible avec leur souhait, notamment en cas d'urgence, il faut pouvoir atteindre l'hôpital le plus rapidement possible.

Déborah FOURNIER présente des propositions afin de lutter contre la solitude et l'exclusion grâce au **plan « Prenons soins de nos aînés »**. Pour maintenir les séniors à domicile, il faudra renforcer le système d'aide à domicile (aménagement) et la mise en place des coussins connectés qui permettront d'appeler à l'aide en cas d'urgence. Ces **coussins connectés** sont des coussins avec des boutons très larges qui permettent une préhension et utilisation très facile pour appeler à l'aide. Les candidats de Tarbes Bigorre ambitions souhaitent également mettre en place la **téléassistance gratuite** afin de permettre de communiquer avec ses proches ou ses amis très facilement pour lutter contre la solitude et l'exclusion. Enfin, ils souhaitent créer un véritable accompagnement à la vie sociale (renforcement des associations 3eme âge existantes, accompagnants pour les sorties au centre-ville ou au Jardin Massey). Et pour finir, Déborah FOURNIER nous parle d'une proposition intéressante avec la création d'un cinéclub à tarif préférentiel.

Et comme le slogan de l'équipe Tarbes Bigorre ambitions est « pour que chacun trouve sa place », Olivier DUCASTAING indique que les jeunes ne doivent pas être oubliés et ne doivent pas être une génération sacrifiée.

**Lutter contre la précarité des jeunes** doit devenir une priorité. Le département des Hautes-Pyrénées fait partie des départements d'Occitanie les moins dynamiques sur le plan économique. Il devient urgent de s'occuper des jeunes ou bénéficiaire du RSA qui ne vont pas être épargnés par la crise Covid et ses conséquences. Nous souhaitons mettre en place un plan PFE (un Permis, une Formation, un Emploi) grâce à l'opportunité unique d'un vivier important d'emplois à pourvoir dans les 5 prochaines années.

En effet, **dans les 5 années à venir** dans le domaine du bâtiment, **50% des artisans et salariés vont partir en retraite**, sans avoir pu assurer la transmission de leur entreprise ou préparer le départ à la retraite de ses salariés.

Afin d'anticiper une pénurie dans les métiers de l'artisanat sur notre département et afin de maintenir un niveau de compétence élevé, il devient stratégique de préparer une nouvelle génération pour aller vers ces métiers. **Cela passera forcément par de la formation.**

Cela ne sera possible qu'en améliorant la **collaboration entre le département et la région pour atteindre cet objectif d'insertion professionnelle**. Le département dispose de la compétence de l'insertion, là où la région concentre les compétences d'emploi et de formation professionnelle. La réussite d'une telle entreprise ne sera possible qu'avec une coopération accrue entre ces deux collectivités territoriales. Il faudra mettre en place une **convention spécifique avec la région afin de fluidifier cette politique d'insertion et de formation professionnelle** pour l'accès à l'emploi ou la création et la reprise d'entreprise.

Il faudra réorganiser les services afin d'avoir un guichet unique pour mettre en place ce plan PFE.

**Notre jeunesse est en danger, il faut l'accompagner !**